



**N° Consultation\_2023/EFS\_HFNO/297**

---

Établissement Français du Sang – Hauts-de-France – Normandie  
Parc Eurasanté  
20 Avenue Pierre Mauroy  
CS 40121  
59373 LOOS Cedex

**ENTRETIEN DES TOITURES TYPE TERRASSE DE  
L'ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG  
HAUTS-DE-FRANCE-NORMANDIE**

**PROCEDURE ADAPTEE**

Article L.2123-1 1° du code de la commande publique  
Articles R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-6 du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

---

## SOMMAIRE

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>2. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR</b>	<b>6</b>
<b>3. OBJET DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>10</b>
<b>4. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>10</b>
<b>4.1. Procédure de passation</b>	<b>10</b>
<b>4.2. Allotissement</b>	<b>10</b>
<b>4.3. Forme du marché public</b>	<b>10</b>
<b>4.4. Estimation du marché public</b>	<b>10</b>
<b>4.5. Durée du marché public</b>	<b>11</b>
<b>4.6. Langue d'exécution du marché public</b>	<b>11</b>
4.6.1. Principe	11
4.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	11
4.6.3. Défaut de recours à un interprète	11
<b>5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>11</b>
<b>6. EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>12</b>
<b>6.1. Prestations de maintenance corrective et fourniture sur devis</b>	<b>12</b>
<b>6.2. Obligation de conseil</b>	<b>12</b>
<b>6.3. Identification du personnel sur site</b>	<b>13</b>
<b>6.4. Comportement du personnel</b>	<b>13</b>
6.4.1. Compétences	13
6.4.2. Obligations de discrétion	13
6.4.3. Autres défauts d'exécution	13
<b>6.5. Développement durable</b>	<b>14</b>
6.5.1. Obligations environnementales	14
6.5.2. Performance énergétique	14
<b>6.6. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande</b>	<b>14</b>
6.6.1. Emission des bons de commande	14
6.6.2. Délais d'exécution des bons de commande	15
<b>6.7. Évolution des sites</b>	<b>15</b>

<b>6.8. Vérification et admission</b>	<b>15</b>
<b>6.9. Pénalités</b>	<b>16</b>
6.9.1. Pénalités de retard	16
6.9.2. Pénalités pour absence d'intervention annuelles préventives	16
6.9.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	16
6.9.4. Pénalités pour non transmission des livrables	17
6.9.5. Pénalités pour conformité technique	17
6.9.6. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	17
<b>6.10. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique</b>	<b>17</b>
<b>7. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>18</b>
<b>7.1. Réunions de suivi</b>	<b>18</b>
<b>7.2. Relations entre les parties</b>	<b>18</b>
<b>7.3. Confidentialité</b>	<b>18</b>
<b>7.4. Mentions de protection – Confidentialité spécifique pour le site de la QBD Loos</b>	<b>18</b>
7.4.1. Obligations du Titulaire	19
7.4.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	19
7.4.3. En cas d'opération de maintenance ou de télémaintenance	20
<b>8. MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>20</b>
<b>8.1. Modifications relatives au Titulaire</b>	<b>20</b>
<b>8.2. Clause de réexamen</b>	<b>21</b>
<b>8.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles</b>	<b>21</b>
<b>8.4. Évolutions administratives</b>	<b>21</b>
<b>8.5. Évolutions technologiques</b>	<b>21</b>
<b>9. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>22</b>
<b>10. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ</b>	<b>22</b>
<b>10.1. Contenu des prix</b>	<b>22</b>
<b>10.2. Forme et évolution des prix</b>	<b>22</b>
<b>10.3. Avance</b>	<b>23</b>
<b>10.4. Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>24</b>
10.4.1. Facturation	24

10.4.2. Dématérialisation des factures	24
10.4.3. Délai de paiement	24
10.4.4. Suspension du délai global de paiement	25
10.4.5. Intérêts moratoires	25
10.4.6. Nantissement et cession de créance	25
10.4.7. Renseignement d'ordre comptable	25
<b>11. RESPONSABILITE - ASSURANCES</b>	<b>26</b>
<b>12. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)</b>	<b>26</b>
<b>12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général</b>	<b>26</b>
<b>12.2. Résiliation aux torts du Titulaire</b>	<b>26</b>
<b>12.3. Résiliation pour évènements liés au marché</b>	<b>27</b>
<b>12.4. Exécution aux frais et risques</b>	<b>27</b>
<b>13. LITIGES</b>	<b>27</b>
<b>14. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE</b>	<b>27</b>

## 1. DEFINITIONS

**AE** : Acte d'engagement ATTRI1

**CCAG FCS** : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

**CCTP** : Cahier des clauses techniques particulières

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières

**Comptables assignataires** : comptables des Etablissements :

- pour les ETS : les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le siège

**EFS** : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

**ETS** : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

**Marché public** : Marché à forfait et accord-cadre

**Pouvoir(s) adjudicateur(s)** :

- l'Etablissement Français du Sang (EFS)

**Représentant du(es) pouvoir(s) adjudicateur(s) (RPA)** :

- pour l'Etablissement Français du Sang, le directeur de l'ETS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

**Services** : Maintenance préventive et corrective des toitures type terrasse

**Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique)** : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été accepté et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

## 2. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l'Etablissement Français du Sang est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit.

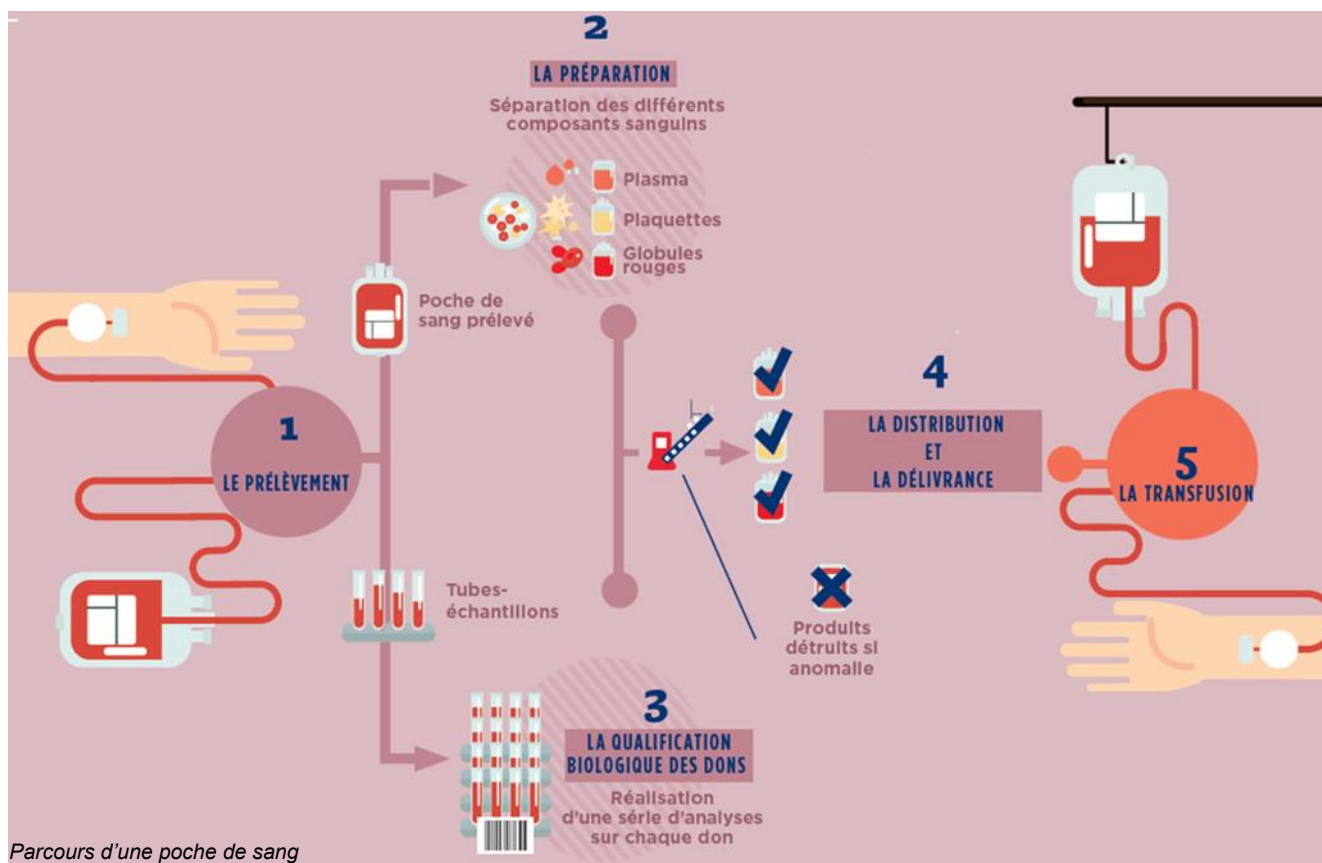
L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

### 1.1. Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



### 1.1.1. Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

### 1.1.2. La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

### 1.1.3. Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

### 1.1.4. La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

### 1.1.5. La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

## 1.2. Les autres missions de l'EFS

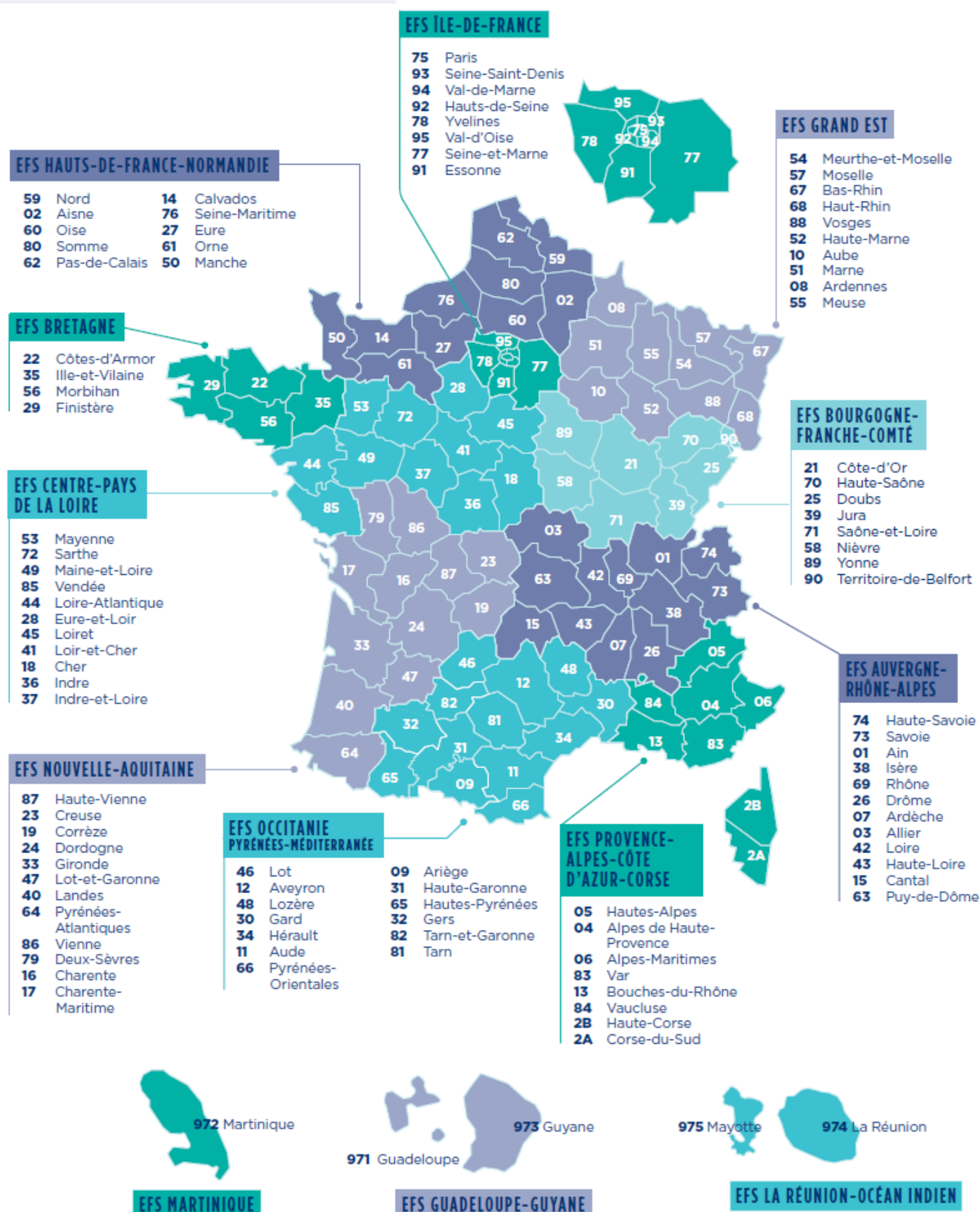
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Etablissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l'EFS effectue des examens d'immuno-hématologie " receveur " afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

### 1.3. L'organisation de l'EFS

L'EFS est composé de 13 établissements de transfusion sanguine, sans personnalité morale répartis sur l'ensemble du territoire français.





## 1.4. Les établissements régionaux

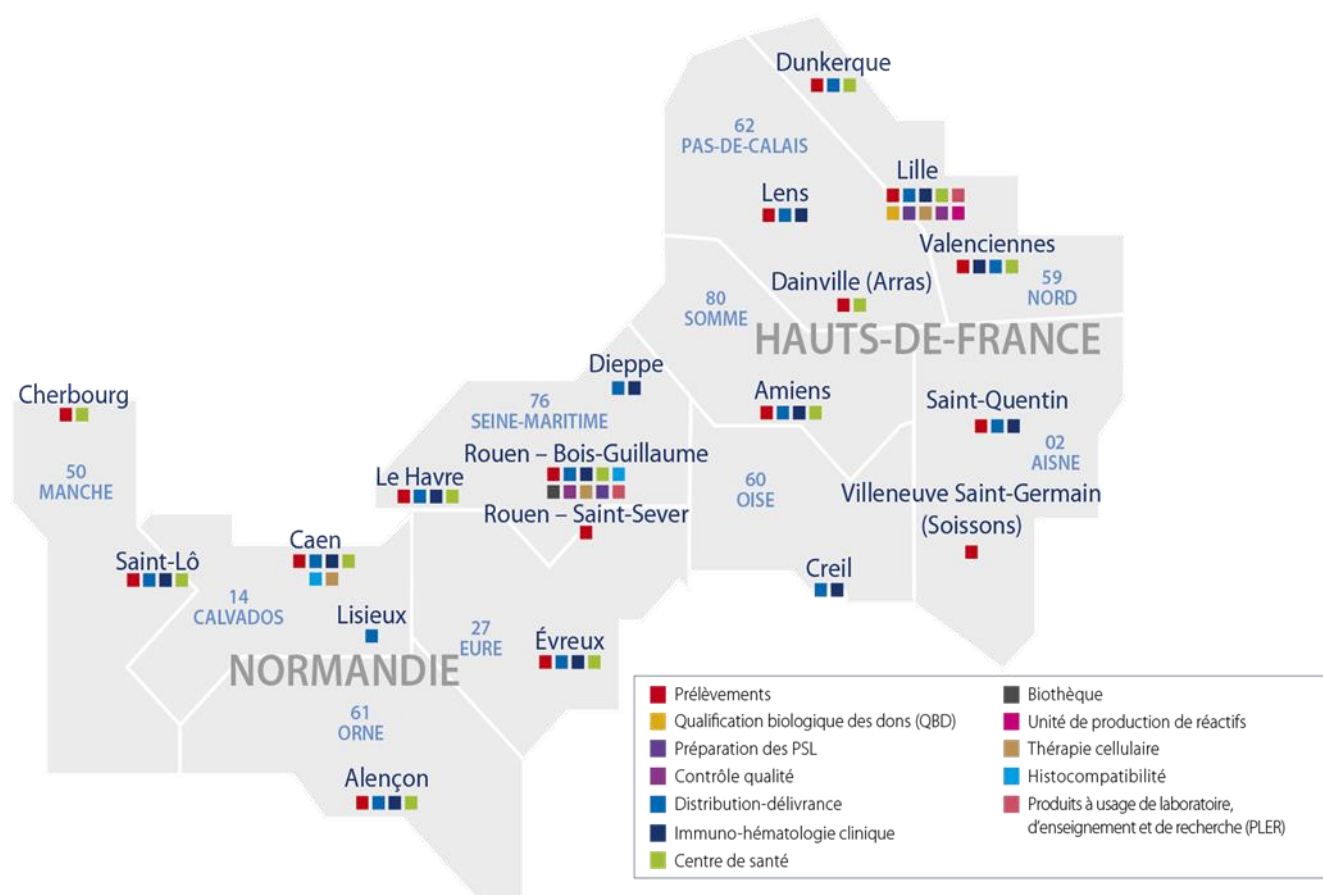
Ils ont la maîtrise opérationnelle des activités de médecine transfusionnelle, d'ingénierie cellulaire et de biologie médicale. Ils assument concrètement les missions d'opérateur de la transfusion sanguine qui incombent à l'Établissement. Ils regroupent l'ensemble des capacités de production et génèrent l'essentiel du chiffre d'affaires de l'E.F.S. Ils emploient la quasi-totalité des ressources humaines et assument les charges correspondant à leurs activités.

L'ETS Hauts-de-France – Normandie regroupe 10 départements :

- Aisne
- Nord
- Pas-de-Calais
- Somme
- Oise
- Seine-Maritime
- Eure
- Orne
- Calvados
- Manche

Il est représenté par :

- Madame le Docteur Annie-Claude MANTEAU – Directrice
- Monsieur Cédric BOUQUET – Secrétaire Général



### 3. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet l'entretien des toitures de type terrasse des sites de l'EFS-HFNO. On entend par entretien des prestations de maintenance préventive et corrective.

### 4. DISPOSITIONS GENERALES

#### 4.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée définie par les articles suivants :

- article L.2123-1 2° du code de la commande publique ;
- articles R.2123-1 3°, R.2123-2, R.2123-4 et R.2123-7 du code de la commande publique.

#### 4.2. Allotissement

La présente consultation est allotie en 3 lots, chaque lot donnant lieu à un marché public, conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-1 à R.2113-3 du Code de la commande publique

- Lot 01 : Zone Nord : Départements 59, 62
- Lot 02 : Zone Sud : Département 14, 60, 61, 76

#### 4.3. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est conclu comme suit :

Lots	Description	Maximum (en euros HT) sur la durée totale du marché soit 48 mois
1	Zone Nord : Départements 59,62	50 000,00 € HT
2	Zone Sud : Département 14, 60, 61, 76	90 000,00 € HT

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

L'accord-cadre est mono attributaire.

#### 4.4. Estimation du marché public

L'estimation de l'accord-cadre est de :

- Lot 1 : 27 744,50 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre ;
- Lot 2 : 71 943,12 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre.

Les montants estimés précités de chaque lot sont donnés à titre purement indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle. Les montants sont évalués en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activités. Les montants énoncés ne constituent en aucun cas un engagement du RPA. Le titulaire est engagé à concurrence du montant maximum.

#### **4.5. Durée du marché public**

Le marché public prend effet à compter du 08/07/2025 ou à date de notification du marché public si cette première est échue, pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible 1 fois pour une période de de vingt-quatre (24), selon les dispositions du CCAP.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard six (6) mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

#### **4.6. Langue d'exécution du marché public**

##### **4.6.1. Principe**

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

##### **4.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

##### **4.6.3. Défaut de recours à un interprète**

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

### **5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC**

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement. Contrairement au BPU, le DQE joint au présent AE n'a pas de valeur contractuelle ;
- Le présent CCAP ;
- Le CCTP et ses annexes ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## **6. EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC**

### **6.1. Prestations de maintenance corrective et fourniture sur devis**

Les prestations de maintenance corrective feront l'objet de devis sur demande de l'EFS. Ces derniers devront obligatoirement contenir :

- La référence du devis ;
- Le numéro du présent marché ;
- La date de demande de devis ;
- La date d'émission du devis ;
- Le libellé de l'opération ;
- La localisation de l'opération (nom du site et du bâtiment) ;
- Le nom du référent "entreprise" pour le devis ;
- Le descriptif détaillé des différentes opérations.

Si le prix du devis présenté par le titulaire est jugé disproportionné par rapport à l'estimation réelle de la mission établie par le pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve le droit de remettre en concurrence la prestation de maintenance corrective.

Le caractère disproportionné du devis sera déterminé lorsque le prix proposé excède de plus de 10 % l'estimation réalisée par l'EFS. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur informera le Titulaire du rejet du devis. Le titulaire disposera alors d'un délai de 5 jours ouvrés pour proposer une nouvelle offre ou pour présenter des justifications détaillées et documentées de l'écart constaté.

Si, à l'issue de ce délai, l'EFS considère que les justifications fournies ne sont pas satisfaisantes, que l'offre révisée demeure disproportionnée ou si aucune nouvelle offre n'a été présentée, l'EFS se réserve le droit de recourir à un prestataire différent pour réaliser la prestation de maintenance identifiée.

### **6.2. Obligation de conseil**

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseils, de mises en garde, et recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Si des conseils, des informations, et des recommandations sont formulés oralement à l'établissement, ils donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation dans les conditions de l'article 3.1 du CCAG-FCS 2021.

L'établissement est tenu de manière générale à une obligation de collaboration et à ce titre, met à la disposition du titulaire les informations qui lui sont nécessaires dans le cadre du marché.

### 6.3. Identification du personnel sur site

Le personnel amené à intervenir sur les sites de l'établissement a l'obligation de porter de façon visible, un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise et le nom ou prénom de la personne. Toute personne en infraction avec cette règle peut être reconduite hors du site.

### 6.4. Comportement du personnel

Le Titulaire s'engage à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du site, son non-respect engageant sa responsabilité.

Il est en outre interdit :

- D'utiliser le téléphone à d'autres fins que professionnelles.
- De fumer dans les locaux.
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse.
- De provoquer du désordre d'une façon quelconque sur les lieux de travail.
- De manquer de respect aux usagers.
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail par une personne étrangère à l'entreprise.
- De récupérer pour son compte ou celui d'un tiers, tout matériel, document ou papier, même semblant avoir été laissé à l'abandon.

#### 6.4.1. Compétences

Il est expressément stipulé que le prestataire est, dans l'exécution de ses prestations, un spécialiste et un technicien d'une pratique éprouvée et qu'il possède en la matière toutes les qualifications requises (agrément APSAD ou équivalent notamment).

Ce dernier s'engage à accomplir les prestations, pour lesquelles il a été retenu, dans les règles de l'art. Il s'engage à employer des ouvriers compétents pour assurer l'exécution convenable des prestations.

#### 6.4.2. Obligations de discrétion

Le titulaire ainsi que ses agents doivent tenir confidentiel l'ensemble des renseignements et documents susceptibles de leur être communiqués à l'occasion de l'exécution du marché public.

***Le prestataire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de discrétion professionnelle et vérifier que ces dernières sont parfaitement connues des intéressés.***

#### 6.4.3. Autres défauts d'exécution

Par dérogation aux articles 38 et 41 du CCAG-FCS 2021, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préavis ni indemnité et aux torts du titulaire, si ce dernier refuse le paiement des pénalités de retard ou en cas de répétition significative de toute pénalité.

Le marché peut ainsi être résilié pour faute du titulaire en cas de :

- Perte d'agrément ou de certification
- Non-respect de la réglementation (normes, certificats, ...) en vigueur
- Non conformités des produits et services livrés
- Interruption totale ou partielle de la prestation

- Défaillances répétées du titulaire dans l'exécution du marché
- Dysfonctionnements, défauts de qualité récurrents rencontrés par les utilisateurs
- Comportements inadéquats ou déplacés récurrents de la part du personnel du titulaire (ou de ses sous-traitants)
- Non-respect ou changements répétés des prestations et non validés par l'établissement ou le pouvoir adjudicateur
- Modifications effectuées dans l'exécution du marché sans avoir été au préalable validé par le pouvoir adjudicateur
- Non-respect du règlement intérieur
- Non-respect délibéré des prix
- Non remise de livrables, ou remise de livrables en retard ou non conformes aux exigences du marché
- Absence de réponse à des demandes ou délai de réponse trop long
- Si les prestations deviennent inappropriées en raison d'évolutions techniques ou réglementaires
- En cas d'impossibilité de maintenir l'activité nécessitant les prestations (objet du présent marché) ou en cas de cessation de celles-ci.

En cas de manquements répétés (supérieurs à trois durant une période glissante de 3 mois), listés ci-dessus ou dans l'article 41 du CCAG-FCS 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché pour faute sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Conformément à l'article 41.2 du CCAG-FCS 2021, selon les cas, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

## **6.5. Développement durable**

### **6.5.1. Obligations environnementales**

Le Titulaire respecte les obligations légales en matière environnementale et veille à réduire autant qu'il peut l'impact environnemental des prestations qu'il réalise, notamment concernant les déchets générés.

### **6.5.2. Performance énergétique**

En application des articles R 234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire recourt à des produits de hautes performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 du même code pour l'exécution, partielle ou complète, des prestations résultant du présent marché public. Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le Titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

## **6.6. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande**

### **6.6.1. Emission des bons de commande**

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.



Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée ;
- Éventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

### 6.6.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 2 jour ouvré pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le délai d'exécution minimal des bons de commandes est de cinq (5) jours.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois (3) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

## 6.7. Évolution des sites

Des projets d'aménagements, de restructurations, de fermetures ou d'ouvertures de sites sont à prévoir pendant la durée d'exécution du marché.

Actuellement, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur n'ayant pas connaissance des dates d'échéances ni de la nature des modifications au niveau des prestations. Aussi, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de supprimer ou d'ajouter des prestations, notamment en cas d'aliénation, changement d'affectation, disparition des immeubles ou ouverture de site pour lesquels sont prévues les prestations.

Le Titulaire sera avisé par le RPA de la suppression ou l'ajout de la prestation et de la date d'effet de la décision.

En fonction de la nature et/ou du montant de la modification des prestations, **un avenant au marché devra être préalablement conclu.**

La diminution de la masse initiale du marché, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

## 6.8. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Le représentant de l'EFS, effectuée, en vue de leur admission, les vérifications quantitatives et qualitatives des prestations effectuées dans les conditions décrites au CCTP.

Par dérogation aux articles 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou toute personne déléguée par elle dispose d'un délai de 21 jours ouvrés à compter de la réalisation des prestations pour notifier expressément au Titulaire sa décision d'ajournement ou de rejet des services. Le silence gardé par elle vaut décision implicite d'admission.

## **6.9. Pénalités**

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Le montant des pénalités sera déterminé en fonction de la gravité des manquements constatés et sera comptabilisé et rediscuté contradictoirement avec le titulaire du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités ne peut excéder 8 % du montant maximum hors taxes du marché.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

### **6.9.1. Pénalités de retard**

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct du RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de retard imputable au titulaire sur un quelconque des délais définis :

- Pour le respect de la planification des visites de maintenance préventive et la remise de devis pour maintenance corrective, la pénalité applicable est de cent cinquante (150) euros par jour calendaire de retard.
- Pour le respect des délais GTI et GTR, la pénalité applicable est de vingt (20) euros par heure ouvrée de retard.

### **6.9.2. Pénalités pour absence d'intervention annuelles préventives**

En cas de d'absence d'intervention préventive annuelle imputable au titulaire, sur quelconque planning défini conjointement par les parties, la pénalité applicable est de mille (1000) € par absence définitivement constatée sur une période annuelle complète.

### **6.9.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.



#### **6.9.4. Pénalités pour non transmission des livrables**

En cas de non transmission des livrables d'exécution par le Titulaire, l'EFS pourra lui appliquer des pénalités de :

- Cent (100) €, si l'intervenant quitte les lieux sans avoir remis de compte rendu d'intervention (Rapport provisoire d'intervention)
- Cinquante (50) € par jour de retard au-delà des délais prévus au marché pour la transmission de rapport définitif.

#### **6.9.5. Pénalités pour conformité technique**

En cas de non-conformité technique constatés et non-reprise dans le cadre de la garantie de la prestation, l'EFS se réserve le droit d'appliquer la pénalité suivante :

- Deux cents cinquante (250) € par non-conformité constatée et définitive.

#### **6.9.6. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant des bons de commande notifiés dans le cadre du présent accord-cadre sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le RPA pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si le RPA est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le RPA en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

S'il n'applique pas la pénalité, le RPA peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

#### **6.10. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique**

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## **7. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC**

### **7.1. Réunions de suivi**

Le RPA organise semestriellement une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le Titulaire.

Le Titulaire adresse au RPA, tous les trimestres mois à compter de la notification du marché public un état récapitulatif de l'exécution du marché public, tout établissement confondu.

Cet état mentionne, notamment :

- Par établissement, la désignation et les références des Services exécutés
- Le numéro de lot et le nombre de Services exécutés par référence
- Le chiffre d'affaires HT par référence au cours de la période écoulée
- Le cas échéant, les Services rejetés font l'objet d'une information complémentaire.

### **7.2. Relations entre les parties**

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des prestations.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Les RPA désignent chacun, au sein de leur personnel, un interlocuteur unique du Titulaire. Pour l'EFS, le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects médicotéchniques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs.

### **7.3. Confidentialité**

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### **7.4. Mentions de protection – Confidentialité spécifique pour le site de la QBD Loos**

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des destinataires et utilisateurs du programme et des plans et notamment le futur titulaire sur la mention « DIFFUSION RESTREINTE » qui a pour effet de circonscrire expressément le périmètre de circulation des informations concernées.

Conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1 300, la mention de protection « DIFFUSION RESTREINTE » a pour

objectif principal de sensibiliser l'utilisateur à la nécessaire discrétion dont il doit faire preuve dans la manipulation des informations couvertes par cette mention.

Par ailleurs, chaque représentant du pouvoir adjudicateur est en charge de prévenir les destinataires et utilisateurs de ces documents et notamment les candidats et le futur titulaire des contraintes liées à ces mentions de protection.

De fait, les destinataires et utilisateurs de ces documents et notamment les candidats et le futur titulaire ont l'obligation de mettre en place les mesures garantissant le niveau de protection nécessaire aux informations concernées par ces mentions précisées dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises.

Le titulaire devra communiquer à l'EFS, la liste nominative des salariés participant à cette mission et impérativement fournir le nom, prénom, date de naissance, lieu de naissance des personnes travaillant sur le site.

#### 7.4.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

#### 7.4.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

#### **7.4.3. En cas d'opération de maintenance ou de télémaintenance**

Chaque opération de maintenance devra faire l'objet d'un descriptif précisant les dates, la nature des opérations et le nom des intervenants, transmis à l'EFS.

En cas de maintenance ou de télémaintenance permettant l'accès à distance aux fichiers de l'EFS, le Titulaire prendra toutes dispositions afin de permettre à l'EFS d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure. A cette fin, le Titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'EFS avant chaque opération de maintenance ou de télémaintenance dont elle prendrait l'initiative.

Des registres seront établis sous les responsabilités respectives de l'EFS et du Titulaire, mentionnant les dates et natures détaillées des interventions de maintenance et de télémaintenance ainsi que les noms de leurs auteurs.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

### **8. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC**

#### **8.1. Modifications relatives au Titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

## **8.2. Clause de réexamen**

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Émettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG, il est également prévu la clause de réexamen en cas de : création d'un nouveau site métropolitain à livrer. A cet effet, une simple actualisation de l'annexe 1 sera réalisée et transmise au titulaire du marché par PLACE. Le titulaire du marché devra immédiatement prendre en compte ce nouveau site à livrer. Aucun prix supplémentaire ne pourra être demandé par le titulaire du marché suite à cette évolution dans le nombre ou la géographie du site à livrer.

## **8.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles**

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

## **8.4. Évolutions administratives**

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

## **8.5. Évolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

## **9. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## **10. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ**

### **10.1. Contenu des prix**

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

### **10.2. Forme et évolution des prix**

#### **Mois d'établissement des prix du marché**

Les conditions financières du présent accord-cadre sont réputées établies sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre du titulaire, ce mois est appelé « mois zéro » (mois de la remise des offres).

#### **Modalités de révision**

Les prix sont révisibles annuellement à compter de la date de notification. La révision se fera sur la base du tarif ou du barème que le Titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle indiqué au bordereau de prix en pourcentage.

Le Titulaire s'engage à faire parvenir à l'Établissement contractant, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (barème) avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Le défaut d'exécution à la date prévue de cette obligation conduira l'Établissement à considérer que l'évolution des prix par rapport au tarif (barème) précédent sera égale à 1.

#### **❖ Clause butoir**

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de 2% maximum par annuelle.

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

#### **Clause de révision exceptionnelle**

Sur demande du Titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations, l'EFS se réserve la faculté d'accepter



de manière exceptionnelle et à tout moment de l'exécution du marché public, une hausse des prix du marché supérieure au seuil prévu par la clause butoir.

Pour ce faire, le Titulaire doit notamment apporter la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible, l'indice INSEE ou tout autre élément permettant de justifier l'augmentation des prix.

### **Clause de rendez-vous**

Une diminution de l'augmentation tarifaire, voire un retour aux prix initiaux du marché, est effectué dès lors que l'augmentation des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations est réduite ou n'est plus d'actualité.

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à avertir l'EFS dans les meilleurs délais afin d'acter la révision de prix.

### **Offres promotionnelles**

Le prix des produits figurant applicables au présent marché peut temporairement évoluer à la baisse dans le cas d'offres tarifaires promotionnelles, laissées à l'initiative du Titulaire et sans que cela nécessite la formalisation d'un avenant pour prendre en compte ces offres promotionnelles.

Le titulaire informe l'EFS, par tout moyen permettant de donner date certaine de réception, de l'application d'offre(s) promotionnelle(s) aux fournitures, objet du présent marché. Le titulaire adresse, par courrier, ces offres et tarifs promotionnels ainsi que toutes les précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion, les désignations précises des produits et les références concernées.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix initiaux du bordereau des prix sont à nouveau en vigueur.

L'offre s'applique aux commandes émises pendant la période de promotion.

### **Arrondis**

Lors de la mise en œuvre de la révision de prix, les calculs intermédiaires et finals seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

## **10.3. Avance**

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

## 10.4. Modalités de facturation et de règlement

### 10.4.1. Facturation

Après exécution de chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

### 10.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

### 10.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.



Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l'article « Admission » du CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

L'ETS Hauts-de-France Normandie se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

#### 10.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

#### 10.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

#### 10.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### 10.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- l'Agent Comptable Secondaire de l'ETS Hauts-de-France - Normandie, désigné dans l'acte d'engagement.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

## **11. RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

## **12. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)**

### **12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire, sous réserve, le cas échéant, d'indemniser ce dernier du préjudice subi, dans les conditions fixées à l'article 42 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

### **12.2. Résiliation aux torts du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### **12.3. Résiliation pour évènements liés au marché**

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

### **12.4. Exécution aux frais et risques**

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

## **13. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

## **14. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>